

Usagers et Cheminot-es solidaires pour un transport ferroviaire de qualité au sein d'une SNCF intégrée !

N'ayons pas à dire demain : « Le service public ferroviaire ça marchait bien... On payait moins cher... On était mieux considéré... La sécurité était importante... C'était plus propre... On avait des interlocuteurs directs, il n'y avait pas de hotline pour seule réponse à nos questions... Avec un seul opérateur, les services ne se battaient pas entre eux, etc... »

La libéralisation des services publics nuit gravement à votre pouvoir d'achat !

Ceux qui vous disent le contraire ont un intérêt particulier à libéraliser :
privatiser les profits, et socialiser les pertes...



La privatisation des services publics n'a jamais permis de faire baisser les prix. La loi ferroviaire du 4 août 2014 organise la libéralisation totale de la SNCF au mépris des expériences passées et au profit de groupes privés qui souhaitent faire du business dans le ferroviaire. L'argument de la concurrence entre opérateurs qui ferait baisser les prix n'est qu'un artifice. Rapidement, par le jeu de cessions/acquisitions, la concurrence ferait place à un ou des « monopoles privés » qui augmenteraient leurs prix tout en dégradant les services.

La libéralisation des services publics nuit gravement aux territoires

La baisse des moyens humains et matériels dans le transport ferroviaire de fret et de voyageurs a de lourdes conséquences en termes d'aménagement du territoire

De 42 000 km de lignes, le réseau secondaire est passé à 29 000 km et ce chiffre continue de chuter... Ce choix entraîne fermetures de sites et de services ferroviaires, pour le fret et les voyageurs. Les gouvernements successifs et la direction SNCF partagent les mauvais choix de gestion qui pénalisent les territoires au profit d'une logique de rentabilité et de centralisation. Les rapports marchands entre la SNCF et les Autorités Organisatrices régionales dégradent encore cette situation et compliquent la vie et les déplacements quotidiens de millions d'usagers.



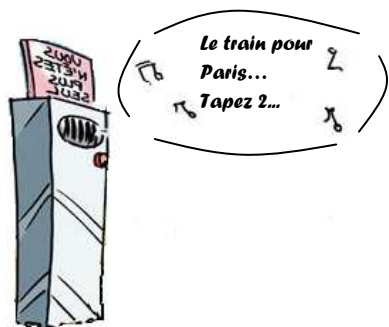
La libéralisation des services publics nuit gravement à la sécurité

La catastrophe de Brétigny le démontre, à vouloir suivre une logique purement financière c'est tout l'équilibre de la maintenance ferroviaire qui a été remis en cause.

Les chemins de fer anglais en sont l'illustration. Totalement libéralisés, ils ont été le théâtre de nombreuses catastrophes, ramenant le réseau ferré à un autre âge, au point que le gouvernement a dû les renationaliser en partie. L'accident de Brétigny démontre clairement que la logique financière - à travers la baisse des moyens humains et matériels - a des conséquences directes sur la sécurité du réseau. La sécurité ferroviaire ne peut pas être une variable d'ajustement mais doit rester l'élément essentiel du transport ferroviaire. C'est vital !



La libéralisation des services publics nuit gravement au bien être



Les contrôleurs vont progressivement disparaître des trains du quotidien pour revêtir une fonction répressive.

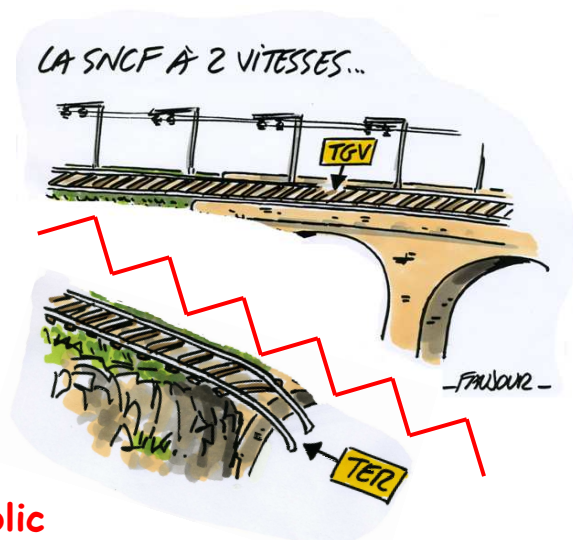
La direction de la SNCF annonce qu'elle va restreindre les conditions d'utilisation et de validité des billets de train, et dans le même temps, supprimer progressivement les contrôleurs à bord des trains. Avec la fermeture de nombreuses gares, guichets et boutiques, c'est la conséquence directe d'une politique de rentabilité qui remet en cause les missions d'accueil, d'information, de sûreté et de sécurité réalisées par les agents SNCF dans les gares et dans les trains

La libéralisation des services publics nuit gravement à l'intérêt général

L'histoire le rappelle, en 1937 les concessions privées remettaient à l'Etat la gestion des chemins de fer considérés trop onéreux face au transport par route. Sans fonds publics pas de chemins de fer ni de politique des Transports.

L'abandon du fret ferroviaire a profité au lobby du transport routier sans mesurer les conséquences sur l'environnement, la dégradation des routes, l'accidentologie, les embouteillages etc. et en faisant supporter le coût de ces conséquences par la collectivité ! Depuis quelques semaines, le gouvernement français veut étendre ce modèle aux autocars en « libéralisant les liaisons interrégionales ».

Comme pour le fret, ce choix va rapporter aux groupes de transports routiers, coûter à la collectivité - à travers l'entretien et l'aménagement des routes - mais aussi constituer une véritable régression au regard des enjeux environnementaux et climatiques.



La libéralisation des services publics nuit gravement à l'environnement et à l'argent public

En 1937, les compagnies privées étaient en faillite. L'Etat socialisait leurs déficits par la nationalisation, injectait de l'argent public pour la maintenance et le développement du réseau. Sans fonds publics, il n'y a pas de chemins de fer ni de politique des transports.

Il n'y a pas de politique des transports qui soit envisageable, y compris à travers une véritable complémentarité entre les modes de transports, sans une réelle politique de financement public.

Le processus de libéralisation traduit une fuite en avant de l'Etat face à ses responsabilités en matière de transport. SUD-Rail l'a affirmé lors de la grève du mois de juin 2014 : si l'Etat ne reprend pas la « dette ferroviaire » qu'il a lui-même générée en décidant la construction de Lignes à Grande Vitesse, alors ce seront les cheminots et les usagers qui paieront ! Le schéma concurrentiel ne pourra jamais engendrer ni un remboursement de la dette ni une politique des transports rationnelle, mais avant tout apporter des dividendes aux actionnaires !

Contrairement à ce qu'affirment la direction de la SNCF, le gouvernement et les relais médiatiques, les cheminots ne défendent pas leurs « privilèges », ils luttent contre la casse sociale et pour le maintien et le développement d'un véritable service public ! Parce que le service public ferroviaire, comme l'ensemble des services publics, ne sont pas une « charge » pour la collectivité mais au contraire une richesse. Parce que les services publics ne sont pas « du passé » mais au contraire résolument modernes pour construire une société plus démocratique et égalitaire.

Mise en cause du droit aux transports, menaces écologiques, casse sociale, privatisation des biens publics...

Usagers et cheminots, défendons et développons ensemble le service public ferroviaire dont nous avons besoin !